

Le « devoir sacré » d'Edouard Balladur.

PAR FRANÇOIS SOUDAN

Habyarimana, c'est l'écluse », avait coutume de répondre le président François Mitterrand à ceux qui s'étonnaient du soutien apporté par Paris à l'ex-chef d'Etat rwandais, « si elle s'ouvre, le pays tout entier sera submergé ». Rétrospectivement, au regard de l'effrayante tuerie rwandaise, cet argument classique de la politique africaine de la France sous la V^e République ne manque pas de logique. tout comme celui, complémentaire, souvent servi par l'hôte de l'Élysée à ses visiteurs : « Si nous ne l'aidons pas face à une rébellion basée et armée dans un pays étranger, la crédibilité française en Afrique n'y résistera pas. »

S'il fallait encore une preuve du caractère inusable de ce type de discours en vigueur depuis près de trente cinq ans chaque fois qu'un pays du « champ » est en danger, il suffit d'écouter le silence gêné des dirigeants d'Afrique francophone face à cette tragédie. Un silence assourdissant dont la signification est limpide : tous ou presque redoutent comme un précédent une victoire des opposants du Front patriotique rwandais. Il y a quelques jours à Paris, les ambassadeurs de ces mêmes pays réunis toutes portes closes autour de responsables français l'ont clairement fait savoir : quelle différence y a-t-il entre le FPR et les Casamançais basés en Guinée Bissau, les Touaregs repliés en Libye, les Togolais implantés au Ghana ou les Tchadiens installés au Soudan ? Aucune, à leurs yeux. Qu'ils représentent des régimes autoritaires vieillissants ou de jeunes démocraties, les excellences se sont montrées unanimes : pas question d'apporter aux rebelles du Front la moindre caution. « La France nous a imposé la dévaluation, qu'elle empêche au moins la déstabilisation ! » s'est écrié un ambassadeur.

Du coup, le procès fait à la politique « rwandaise » de Paris telle que

l'a définie François Mitterrand apparaît essentiellement extra-africain. Il émane des diverses ONG, des « africanistes » belges et américains, de la plupart des médias, évidemment du FPR lui-même. Quant aux pays anglophones de la région, ils sont loin d'être unanimes. Les positions d'un Yoweri Museveni et d'un Daniel arap Moi, dont l'animosité réciproque est connue, sont ainsi radicalement opposées. Il n'empêche : le réquisitoire de ceux qui reprochent à la France de ne pas avoir su arrêter la dérive violente de l'entourage d'Habyarimana et d'avoir armé sa garde présiden-

Comment la France est passée d'une politique paternaliste à une politique médiatique.

tielle fait suffisamment de tapage pour que le gouvernement d'Edouard Balladur, fort sensible à la pression médiatique, en tienne compte. Avec une précipitation qui ressemble parfois à une politique de Gribouille.

Exemple : lorsque les paras français évacuent à la hâte, au début d'avril, les Blancs de Kigali avant de plier bagages, certains s'en émeuvent. Lors d'une réunion de crise à l'hôtel Matignon, un général s'inquiète : « Cela ne fait peut-être pas bon effet. » Réponse d'Edouard Balladur : « Nous avons un devoir sacré d'égoïsme national. » Cette phrase est certes significative de la politique africaine telle que la conçoit le Premier ministre : la France, après tout, n'a pas les moyens de supporter toute la misère du Rwanda, pas plus qu'elle

ne peut maintenir sous oxygène un franc CFA surévalué. Mais elle est également logique : à l'époque où il la prononce, Edouard Balladur n'est pas sous l'effet d'une quelconque pression de l'opinion publique. Le Rwanda est pour les Français une sorte de bout du monde, barbarie d'où fuient les Blancs. Kouchner ne s'y est pas encore rendu et les images télévisées n'en proviennent qu'au compte-gouttes.

Puis vint Bernard Kouchner. Et avec lui un flot de reportages, CNN, la couverture de *Time* et les accusations de ces médecins sans frontières au JT de 20 heures contre la politique « pro-gouvernementale » et « anti-FPR » de la France. Aussitôt, c'est la mobilisation : surtout ne pas apparaître comme complice du mauvais camp dans une affaire qui commence à titiller l'audimat. Philippe Douste-Blazy, le ministre de la Santé, est expédié sur les traces de Kouchner à la demande pressante d'Edouard Balladur. Politiquement, le Quai d'Orsay amorce un virage à cent quatre-vingts degrés. On commence ainsi à juger quelque peu encombrante la présence à Paris de la famille Habyarimana et l'on s'efforce de lui trouver une autre terre d'asile. Ladite famille a certes refusé de vivre son exil en Centrafrique (où on lui a proposé de demeurer en escale prolongée) ou au Zaïre (où Mobutu l'invitait). Qu'à cela ne tienne : on cherche du côté de l'Afrique du Sud.

Au même moment — à la fin de mai — le même Quai d'Orsay fait venir à Paris Faustin Twagiramungu, Premier ministre rwandais issu des accords d'Arusha et sensible aux thèses du FPR. A l'issue d'une rencontre au ministère, un communiqué français porte le désir de rachat jusqu'à affirmer que les deux parties « partagent une large convergence d'analyse » sur la situation. Bref, le rééquilibrage — ou le retournement — est complet. D'une politique dictée par une conception figée et traditionnelle des rapports franco-africains, on est passé en quelques jours à une politique définie par les médias et « l'effet Sarajevo ». Pendant ce temps, au Rwanda... ●